

## Urgences sociale, climatique, démocratique, soyons exigeants

Ce qui semblait inaccessible a été réalisé en moins d'un mois. L'extrême droite a été battue dans les urnes. Son programme raciste et antisocial ne sera pas mis en œuvre. Ce résultat n'aurait pas été possible sans l'extraordinaire mobilisation intersyndicale ni sans celle de la société civile. La FSU y a contribué, travaillant à l'unité des forces syndicales pour porter les revendications, pour une alternative de progrès social en rupture avec les politiques libérales.

Cependant le score du RN n'a jamais été aussi élevé en voix comme en sièges. Son implantation, notamment dans certaines régions où le vote d'une partie du monde ouvrier a basculé en quelques décennies de la gauche à l'extrême droite montre que l'imposture sociale de cette dernière est loin d'être démasquée. Le mépris de la macronie pour ceux qui « ne sont rien », la concurrence sauvage érigée en système, entre générations, entre les premiers de cordée et ceux qui n'ont pas compris qu'il suffit de traverser la rue pour trouver un emploi, ont accéléré la désespérance sociale. Ajoutons que les ressorts de ce vote sont multiples et à analyser pour mieux les combattre.

La situation reste donc difficile et les enjeux sociaux majeurs, alors que les spéculations sur la capacité des forces de gauche à faire vivre la démocratie parlementaire vont bon train.

Retraité·es soulagé·es, mais conscient·es des enjeux, restons déterminé·es mais aussi reposé·es face aux échéances à venir.

Rendez-vous en septembre, avec les actifs et aussi dans le cadre du groupe des 9 . La volonté des forces politiques , syndicales et associatives sera déterminante pour assurer un changement radical.

*Fabienne Bellin et Anne -Marie Roussel*

*Co secrétaires retraité·es SNES -FSU Versailles*

*Le 11 juillet 2024*

Se retrouver pour débattre, partager des moments de détente, de culture et de convivialité c'est essentiel pour entretenir notre moral, notre souplesse intellectuelle ou tout simplement se faire plaisir.

**Le SNES-FSU c'est aussi cela.**

Cette année, la visite du musée de Cluny, celle du Musée d'art contemporain du Val de Marne, le débat sur « médias et démocratie » avec Grégory Rzepski (rédacteur en chef adjoint au Monde diplomatique) lors de notre assemblée générale de juin ont été appréciés de celles et ceux qui ont pu y participer.

**Nos publications de rentrée vous présenteront le programme du début d'année.** Notre première assemblée générale est prévue en novembre.

**En attendant, nous vous souhaitons un bon été !**



### Sommaire

page 1: Édito

page 2 : pensions, protection sociale, santé

*A l'occasion de son 10<sup>ème</sup> anniversaire en mai, le G9 avait tracé les perspectives des actions à mener à la rentrée notamment des questions de pouvoir d'achat de la santé.*

Réunies le 2 juillet, les 9 organisations de retraité·es déclaraient : « *quel que soit le gouvernement qui sortira du deuxième tour des élections législatives, les organisations du G9 continueront de porter ensemble leurs revendications* ».

**Pensions, santé, sécurité et protection sociales...nous faisons le point ici** rapidement de ces dossiers largement développés dans les derniers numéros du journal des retraité·es (SNES-FSU) et de POUR retraité·es.

### **Pouvoir d'achat, pensions : les retraité·es dans le viseur**

La ritournelle sur les retraité·es privilégié·s, ayant profité des trente glorieuses se fait à nouveau entendre. Pensez donc, leurs pensions de base ont été scandaleusement augmentée de 5,3 % au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ! Loin de répondre à la juste revendication du Groupe des 9 d'augmenter les pensions de 10 % au titre du rattrapage du pouvoir d'achat depuis 2017, le gouvernement envisage de mettre les retraitées toujours plus à contribution et a lancé des pistes : suppression de l'abattement fiscal de 10 % dont bénéficient les retraité·es entraînant la perte de droit à certaines aides sociales, menace sur les droits familiaux dont la pension de réversion, nouveau gel des retraites et suppression de leur indexation sur l'inflation sont envisagés. Un choix de classe qui épargne les plus riches alors que les super profits atteignent des niveaux inédits ( 153 milliards d'euros en 2023 pour les entreprises du CAC 40). Inacceptable !

### **Sécurité sociale et protection sociale complémentaire**

Le devenir de la protection sociale est inquiétant. Concernant la protection « maladie », le reste à charge pour les assurés sociaux a encore augmenté : doublement des franchises tarifaires pour les médicaments, les actes paramédicaux, les transports sanitaires et pour les participations forfaitaires sur les consultations médicales et les actes médicaux. Que dire des dépassements d'honoraires qui se généralisent alors qu'il est de plus en plus difficile de trouver des praticiens ? La santé devient un luxe réservé aux gros revenus. Pour les fonctionnaires, la mise en place d'une Protection Sociale Complémentaire est une vraie « fausse solution ». Basée sur un panier de soins à minima avec une participation de l'employeur, elle rompt avec la solidarité entre salariés car

elle est forfaitaire et car les options seront réservées à ceux qui en auront les moyens Rupture de solidarité aussi entre générations puisque les retraité·es en sont exclus. Le ministère n'avait visiblement pas saisi la complexité du processus puisque le dispositif devait se mettre en place au 1<sup>er</sup> janvier 2024, puis en 2025 et finalement en avril 2026.

La seule vraie solution pour une protection sociale juste et efficace demeure la Sécurité Sociale avec le remboursement à 100% des frais prescrits. Il est urgent de faire partager cette revendication beaucoup plus largement qu'elle ne l'est aujourd'hui et de construire les mobilisations indispensables pour gagner.

### **Enjeux de santé : avec le G9 le 1<sup>er</sup> octobre et après**

Déserts médicaux, inégalités accrues face aux soins, difficultés pratiques, géographiques et financières rencontrées par des personnes de plus en plus nombreuses, surtout les retraité·es, pour accéder aux services de soin et de santé : le groupe des 9 fait de ce sujet un point central de ses actions de rentrée. Il centralise actuellement les réponses envoyées par les départements au questionnaire sur la situation des services de santé dans chaque département dans la perspective de faire du 1<sup>er</sup> octobre un temps fort de mobilisation du G9 sur les questions de santé, décliné dans les départements et à Paris. Ce 1<sup>er</sup> octobre est prévu comme un point d'étape d'une action inscrite dans la durée : mobilisations liées au vote du PLFSS 2025, travail sur les revendications (centres de santé, pôle public du médicament, EHPAD, 100% sécu des soins prescrits, personnels ...).

Dernière minute : entre les deux tours des législatives le gouvernement sortait des décrets rendant encore plus difficile l'accès aux soins d'urgence.

**Sur ces enjeux la mobilisation à la rentrée sera essentielle.**

